

Compte rendu

Ouvrage recensé :

John MEISEL, *The Canadian General Election of 1957*

par Vincent Lemieux

Recherches sociographiques, vol. 4, n° 3, 1963, p. 373-374.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/055210ar>

DOI: 10.7202/055210ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

John MEISEL, *The Canadian General Election of 1957*, Toronto, University of Toronto Press, 1962, xiv + 313 p.

Voilà un livre dont on ne saurait trop dire l'importance et qui marquera sans doute un nouveau départ dans l'histoire de la science politique canadienne. Non seulement est-ce le premier ouvrage d'envergure sur une élection fédérale au Canada, mais pour la première fois nos institutions et nos comportements sont-ils saisis sur le vif, en un moment plénier de leur exercice. Car une campagne électorale, chez nous comme ailleurs, met en œuvre ou en question à peu près tous les mécanismes de nos sociétés politiques.

Si on considère que ce livre est, en fin de compte, l'œuvre d'un seul homme, on ne peut que s'émerveiller devant les résultats atteints. Bien sûr, l'étude des tiers partis est un peu négligée, celle de l'élection dans l'Ontario et dans le Québec un peu privilégiée, etc., mais outre que ces options sont tout à fait défendables, on ne pouvait pas, honnêtement, attendre de l'auteur qu'il couvre seul, et avec un égal bonheur, toutes les péripéties d'une élection fédérale au Canada. Le livre est construit sur le modèle de ceux, bien connus, du Nuffield College, à Oxford, où sont étudiées les élections générales survenues en Grande-Bretagne depuis 1945. On ne s'en étonnera pas si on sait qu'une version antérieure de l'ouvrage constitue la thèse de doctorat de l'auteur, qu'il est allé soutenir à Londres.

La première partie porte sur la période pré-électorale. Un des deux chapitres est consacré à la « révolution Diefenbaker », et l'étude qu'en fait John Meisel domine même toute cette partie, pour ne pas dire tout le livre. Dans plus d'un chapitre, en effet, une importance que certains pourront juger excessive est accordée à la personnalité du chef conservateur. Ici se pose le problème difficile de l'impact du facteur personnel sur les attitudes et sur le comportement électoral des citoyens. Sept ans après son élection comme chef du parti Conservateur, la haute figure de John Diefenbaker s'est quelque peu désenchantée, et nous apercevons peut-être mieux aujourd'hui les facteurs complexes en même temps que fragiles de la remontée conservatrice de 1957-58 ; mais comment nier qu'à la fin de 1956 un homme vint à la tête du parti Conservateur, qui inclina dans une direction convergente de multiples facteurs qui, sans lui, ne se seraient peut-être pas tous unis, finalement, en un faisceau.

La campagne électorale elle-même fait l'objet de la deuxième partie du livre. On ne peut qu'admirer l'habileté et l'élégance avec lesquelles John Meisel a utilisé les matériaux forcément réduits qu'il avait en main. Dans cette partie comme dans la suivante, l'absence à peu près complète de monographies locales ou autres sur l'élection a obligé plus d'une fois l'auteur à s'en tenir à des données globales, ou encore à des raccourcis sur des questions à propos desquelles il faudrait faire des analyses plus différentielles. John Meisel est d'ailleurs le premier à reconnaître et à déplorer cette lacune, et quand par bonheur ses données permettent de commencer une telle analyse, il la mène fort bien. Je pense ici au chapitre six, qui porte sur les candidats, et où nous apprenons beaucoup de choses sur leurs attributs personnels et surtout sur ceux qui plus que d'autres semblent favoriser leur élection ou encore leur réélection. Les pages sur l'utilisation par les partis de la télévision m'ont aussi semblé excellentes, et d'autant plus pertinentes que c'était la première fois, en 1957, que nos partis politiques fédéraux avaient recours, de façon soutenue, à ce moyen de propagande.

Enfin, la dernière partie de l'ouvrage est consacrée à l'analyse des résultats. Elle ne s'étend que sur un peu plus de quarante pages. John Meisel nous montre qu'un peu partout au Canada l'augmentation de la participation électorale (elle fut de 68% en 1953 et de 74% en 1957) a profité aux Conservateurs et que, d'autre part, ceux-ci en ont repris d'autant plus que la population totale des circonscriptions avait augmenté. Quant aux Libéraux, c'est non seulement dans le Québec, mais aussi dans les circonscriptions hors du Québec où les francophones sont relativement nombreux, qu'ils se sont mieux maintenus qu'ailleurs. On nous apprend encore que chez les Libéraux les nouveaux candidats ont

obtenu de meilleurs résultats que les anciens, et que, parmi ces anciens, les ministres et secrétaires parlementaires furent les plus sévèrement jugés. John Meisel en conclut que la défaite libérale de 1957 fut bien plus celle d'un gouvernement que celle d'un parti.

Il faut regretter que l'auteur n'ait pas poussé plus loin cette analyse des résultats. Évidemment, encore là, il ne pouvait pas s'inspirer d'hypothèses tirées de recherches monographiques. Mais je me demande si un projet trop conforme à celui des auteurs britanniques du Nuffield College n'a pas empêché John Meisel de mieux cerner la grande diversité des résultats électoraux au Canada. Cette diversité est somme toute beaucoup moins grande en Grande-Bretagne, ce qui justifie les auteurs britanniques d'accorder beaucoup plus d'importance à la campagne qu'aux résultats électoraux. Il me semble d'ailleurs que, dans ses derniers travaux, l'auteur se détache de ses maîtres britanniques et adopte une perspective de plus en plus originale et éclairante sur la vie politique canadienne. Aussi c'est avec impatience que nous attendons son livre sur l'élection fédérale de 1962, qui viendra sans doute faire la preuve d'une maîtrise que l'ouvrage ici recensé annonce déjà si clairement.

Vincent LEMIEUX

*Département de science politique,
Université Laval.*

Jean MEHLING, *Analyse socio-économique d'une grève*, Montréal, Les Presses de l'École des Hautes Études commerciales et Librairie Beauchemin, 1963, 218 p. (Collection « Problèmes économiques contemporains ».)

Le but principal de ce volume est de présenter aux étudiants l'étude détaillée mais pas nécessairement exhaustive d'un cas. À partir de cette analyse, le professeur pourra initier l'étudiant soit aux techniques de recherche, soit à la théorie. Dans la préface, M. F.-A. Angers nous avertit que, par suite des exigences pédagogiques de la collection, les auteurs, Jean Mehling le premier, ont accepté de livrer au public des travaux incomplets et pour autant doivent être jugés moins sévèrement par leurs collègues.

Pour l'auteur, la grève est une situation de lutte entre deux adversaires qui doivent à la fois évaluer leur propre force et celle de l'autre camp. C'est par ailleurs un épisode, sans doute très significatif, dans une lutte à long terme. Point critique, c'est un aboutissement mais non le terme du conflit. La grève est ainsi ramenée à une tactique privilégiée dans la stratégie des adversaires. Il s'agit de transformer une situation de monopole bilatéral en une situation de monopsonne, c'est-à-dire de passer d'un état d'équilibre entre les deux camps à la suprématie incontestée et incontestable du vainqueur. Il s'agit aussi de s'assurer que ce monopole soit le plus durable possible après la victoire. La victoire par ailleurs ne sera acquise qu'à un coût considérable pour le vainqueur lui-même. Aussi le vainqueur sera-t-il en définitive celui qui peut perdre le plus sans complètement s'anéantir.

Au moment de déclencher une grève ou d'accepter une grève, il est essentiel de pouvoir évaluer les pertes qu'on peut subir vraiment, de même que les pertes que l'adversaire peut subir et subira en fait. La décision doit donc se baser sur une information très étendue de la situation des deux parties. Une décision mal éclairée conduira à l'échec, c'est-à-dire pratiquement au suicide.

Pour que la décision de grève soit juste, le syndicat devrait être capable de répondre à cinq questions principales : 1. démêler dans les affirmations de l'adversaire ce qui est strictement tactique psychologique et volonté ferme de lutter (percer le *bluff*) ; 2. préciser le cadre sociologique de la situation, en particulier le degré de mobilité de la main-d'œuvre, le degré d'attachement au syndicat et la solidarité ouvrière ; 3. connaître la conjoncture économique de l'entreprise et de l'économie générale, dans le présent mais aussi de façon